Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-496** **30/06/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 17

Objet : Appel à candidature : 17 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de l'unité coordination
Date limite de candidature : 21/07/2022

- 1 poste de gestionnaire-comptable
Date limite de candidature : 13/07/2022

- 1 poste gestionnaire visa
Date limite de candidature : 13/07/2022

- 1 poste d'administrateur de système d'information budget
Date limite de candidature : 13/07/2022

- 1 poste de contrôleur territorial pluri filière
Date limite de candidature : 21/07/2022

- 1 poste de gestionnaire administratif de proximité
Date limite de candidature : 21/07/2022

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 24/08/2022

- 1 poste de gestionnaire administratif et technique
Date limite de candidature : 22/07/2022

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de directeur.rice du syndicat mixte du littoral normand
Date limite de candidature : 19/09/2022

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chargé de suivi de projet
Date limite de candidature : 29/07/2022

- 1 poste de data scientist
Date limite de candidature : 29/07/2022

- 1 poste de juriste
Date limite de candidature : 29/07/2022

- 1 poste de référent fonctionnel
Date limite de candidature :29/07/2022

- 1 poste de Technicien des équipements informatiques
Date limite de candidature :12/08/2022

Office National des Forêts

- 1 poste de directeur.trice de l’agence territoriale de Rouen
Date limite de candidature : 01/07/2022

- 1 poste de directeur.trice de l’agence territoriale de Vosges-Ouest
Date limite de candidature : 15/07/2022

Office de Développement de l’Economie Agricole d’Outre-mer :

- 1 poste de contrôleur.euse
Date limite de candidature : 28/07/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef.fe de l'Unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles externes

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire

N° appel à candidature : 20397	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.
Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le pôle « Déclarations règlementaires et suivi des créances » a pour fonction d'assurer le suivi des créances potentielles et certaines revenant au budget de l'Union détenues par l'Etablissement à l'encontre des bénéficiaires en cas d'aides indument perçues. Il a également pour mission de coordonner l'ensemble des déclarations règlementaires imposées à un organisme payeur du FEAGA.

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

Conduire, animer et encadrer les missions relevant de l'unité.

Missions et activités principales :

- Piloter et superviser en relation avec les chefs de pôle qui en ont la responsabilité :
  - Les travaux de certification des comptes de l'Etablissement en sa qualité d'organisme payeur du FEAGA
  - Les travaux de coordination des déclarations règlementaires et des contrôles externes incombant au service pour ce qui concerne la gestion et le suivi des créances revenant au budget de l'UE
  - L'analyse du rapport de certification des comptes de FranceAgriMer et le suivi des recommandations
  - Les travaux de l'Instance de supervision de l'agrément
  - Les travaux de consolidation des données de paiement en vue de la publication annuelle des montants alloués aux bénéficiaires de la PAC
  - Le suivi des enquêtes et des audits externes européens et nationaux dans le cadre du FEAGA, du FEAMPA et du FEAD
  - Les notifications à l'OLAF des irrégularités
- Superviser et valider les décisions de gestion de la Direction générale pour en assurer la conformité à la règlementation européenne sectorielle et transverse
- Rendre compte au Chef de service et à la Direction générale
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédure et compte-rendu dans le domaine d'activité

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission européenne, Cour des comptes de l'Union européenne, Cour des comptes française, Commission de certification des comptes des organismes payeurs (Ministère des Finances), MAA, Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne en matière de Fonds
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires
- Connaissances en matière d'audit

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter et à trancher
- Capacité à animer
- Capacité à rendre compte des difficultés
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes, audit Expérience confirmée en management d'équipe	
Poste clé[1] :	Oui × Non
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ×

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire,
01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Jean-Pierre VALLEE, adjoint au chef du service juridique et de coordination communautaire
01.73.30.25.52
jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire administratif de proximité

Secrétariat Général - Service des ressources humaines – Pôle système d'information RH et suivi des effectifs

N° appel à candidature : 20409	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des SA**
Filière d'emploi : 18 - Ressources humaines	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer compte environ 1 000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte environ 30 agents.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le service des Ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

Le pôle système d'information RH et suivi des effectifs administre le système d'information, assure le suivi des effectifs et de la masse salariale et assure la gestion des actes de gestion de proximité (temps de travail, congés,…)

Objectifs du poste

Placé(e) sous l'autorité du responsable du pôle SIRH et suivi des effectifs, le/la gestionnaire assure la gestion administrative de proximité des agents de l'établissement.

Missions et activités principales :

Le/la gestionnaire assure la gestion de proximité des agents du siège.

Interlocuteur privilégié et permanent des agents de l'établissement, il/elle fait appliquer les règles et les procédures propres à la gestion du temps de travail et des autres domaines de compétences relevant du pôle SIRH et suivi des effectifs. Le/la gestionnaire de proximité tient un rôle charnière au sein de l'établissement, par son rôle d'application de suivi des protocoles, et son positionnement en tant que relais de l'établissement auprès des agents et des services.

A ce titre, e/la gestionnaire assure les tâches suivantes :

- en lien avec le pôle carrière, assurer l'accueil des nouveaux arrivants ;
- suivre les temps de travail : congés annuels, RTT, modalités de temps de travail et de récupération,
- assurer l'instruction des campagnes relatives notamment au télétravail, au CET, à la réfaction des RTT, aux congés bonifiés… ;
- assurer le suivi des mouvements des agents (arrivées et départs) dans le respect de la procédure SMSI (certifiée ISO 27001),
- assurer le suivi des obligations souscrites dans le cadre de la charte de déontologie ;
- assurer le suivi des demandes de prise en charge par l'employeur des mutuelles ;
- assurer le suivi individualisé des agents en situation de handicap.

Le poste a vocation à évoluer dans le contexte de changement du SIRH et dans la mise en place de procédures et d'outils dématérialisés et plus largement vers un poste de prestataire interne pour l'ensemble des agents de l'établissement.

De manière générale, le/la gestionnaire de proximité participe à l'activité du SRH en assurant une polyvalence, le cas échéant, dans le but de garantir une continuité de service.

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein du SRH avec l'ensemble des pôles, plus particulièrement les pôles Carrière et Rémunération.
Au sein du Secrétariat Général avec l'Arborial, la Direction des systèmes d'information et le Service juridique.
Les directions métiers du siège, les délégations nationales et les services territoriaux

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Statut général de la fonction publique et statuts particuliers
- Réglementation en matière de congés et positions diverses (CA, RTT, heures supplémentaires, astreintes, ASA…)
- Outils de GRH (SIRH, référentiels…),

Savoir-faire / Maîtrise

- Goût du statutaire et du réglementaire
- Respect des calendriers et des procédures
- Sens du travail en équipe
- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Goût des contacts
- Réactivité- anticipation
- Discrétion

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle

- Formation supérieure de niveau BTS ou équivalent (bac+2) et expérience professionnelle réussie d'au moins trois années ;
- Une expérience similaire dans un environnement public ou parapublic est vivement souhaitée.

Contraintes du poste :

Respect des calendriers des différentes campagnes

Poste clé[1] :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter

Williams CAMPOS-SUAREZ - adjoint au chef du SRH
williams.campos-suarez@franceagrimer.fr
Tél : 01.73.30.22.66

Afifa KARMOUS, Cheffe du pôle SIRH et suivi des effectifs
afifa.karmous@franceagrimer.fr
Tél : 01.73.30.22.58

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est

Gestionnaire instruction liquidation

Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire - Pôle FranceAgriMer
4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

N° appel à candidature : 20415	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant : Prise de fonction souhaitée au 01/11/2022	**Localisation : Cité administrative à Strasbourg (67000)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,

- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :
- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- pôle « FranceAgriMer» (Châlons-en-Champagne, Metz et Strasbourg) ;

Le pôle « FranceAgriMer » est le plus important en effectif (25 agents) et le seul implanté sur trois sites. Il regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :
- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle sur place » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Objectifs du poste

Sous l'autorité du responsable d'unité en charge des dispositifs, réaliser l'instruction, la supervision et la liquidation de dossiers d'aide à la restructuration du vignoble dans le cadre de l'Organisation commune de marché (OCM) et gérer sur le plan administratif le dispositif d'autorisation de plantation viticole pour les deux bassins viticoles du Grand Est

Missions et activités principales :

Les missions concernant la gestion des aides à la restructuration du vignoble sont les suivantes :
- gérer les opérations liées à l'instruction, la supervision et à la liquidation des dossiers de demande d'aide,
- contribuer à la supervision des dossiers de contrôle,
- assurer la relation avec les bénéficiaires.

La mission concernant la gestion du potentiel viticole est la suivante pour les deux bassins viticoles Champagne et Alsace-Est :
- réaliser l'instruction des demandes d'autorisations de plantation en lien avec l'INAO et des demandes de transfert,
- faire le suivi et le reporting sur le dispositif,
- assurer la relation avec les demandeurs.

Les missions sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du pôle.

Relations fonctionnelles du poste :

- En interne : agents de la DRAAF, agents du siège de FranceAgriMer

- En externe : les demandeurs d'aides, leurs prestataires et les établissements financiers, les autres services administratifs concernés

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance techniques et agronomiques en productions végétales
- Connaissance des réglementations et procédures applicables
- Connaissance du contexte organisme payeur

Savoir-faire / Maîtrise

- Sens du relationnel
- Maîtriser les procédures, outils de contrôle et applications métier
- Maîtriser les outils bureautiques et les applicatifs métiers
- Sens de l'organisation, capacité d'analyse et de synthèse
- Capacités d'initiatives et d'autonomie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac +2 souhaité pour les candidats contractuels

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Organisation des congés de l'unité pour assurer la continuité de service

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Vincent GUEUTIER - Chef du pôle FranceAgriMer
vincent.gueutier@franceagrimer.fr – Tél. : 03.26.66.20.43

Martial ATTICA - Chef de l'unité Productions viticoles et certification houblon
martial.attica@franceagrimer.fr – Tél. 03.69.32.51.15

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
La cité administrative dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE 24/08/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Délégation Nationale de Volx

N° appel à candidature : 20416	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des SA**
Poste vacant - Prise de fonction au 01/11/2022	**Localisation : VOLX** (04)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.
Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, la délégation nationale de Volx, qui comprend 12 agents, assure les missions de l'Etablissement couvrant les secteurs de l'oléiculture, de la riziculture ainsi que des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. Ces missions concernent, pour ces filières, à la fois le suivi de la conjoncture et l'analyse les marchés et de la concurrence, ou toute autre problématique économique spécifique, que la gestion des interventions et l'animation, en liaison avec le délégué filières. Elles impliquent également le pilotage et la gestion et la valorisation des dispositifs de collecte de données, notamment via l'outil Visolive en matière oléicole.

Objectifs du poste

Recueillir et traiter les données économiques de la filière oléicole, en particulier via l'outil Visiolive, afin de participer à la réalisation des publications de la délégation liées à la filière oléicole ;
Assurer une entraide en matière de gestion des aides.

Missions et activités principales :

- Collecte des données oléicoles auprès des opérateurs (mouliniers et conditionneurs) ;
- Suivi, participation aux évolutions et mise en œuvre des procédures de télé déclaration « Visiolive » ;
- Actualisation et maintien des bases d'indicateurs économiques ;
- Participation aux travaux de la délégation en support aux publications oléicoles ;
- Mise en forme et diffusion des travaux de l'unité ;
- Participation à la gestion des aides dans la filière oléicole, et en tant que de besoin dans la filière PPAM

Relations fonctionnelles du poste

Internes : DMEP
Externes : Professionnels des filières concernées, plus particulièrement opérateurs oléicoles

Compétences requises pour le poste :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
• Intérêt pour l'économie du secteur oléicole • Intérêt pour le traitement de données • Outils de télé-déclaration	• Outils bureautiques (Excel, Word, Powerpoint) • Mise en forme de documents destinés à la publication et mise en ligne de ces documents

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste. Formation possible aux outils utilisés.

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Gisèle GUICHETEAU, responsable de la délégation nationale de Volx, AEF-OFPM – gisele.guicheteau@franceagrimer.fr – Tél. : 04 92 73 34 31 ou
Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22 juillet 2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire comptable

Agence comptable / Service Comptabilité
Unités : Comptabilité générale et Révision comptable

N° appel à candidature : 20411	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 2 si corps des SA**
Filière d'emploi : 19 - Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/10/22	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Un groupement comptable est créé depuis le 1er mai 2020 entre les agences comptables de FranceAgriMer, l'ODEADOM, l'INAO et l'Agence Bio.

Une soixantaine d'agents de l'établissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500M€/an).

Au sein de l'Agence comptable, le service Comptabilité garantit la qualité des informations comptables enregistrées dans les comptes des quatre établissements.

Il participe, sur les sujets qui sont de sa responsabilité, à la préparation des dossiers et des projets de réponses aux

différents corps de contrôle interne et externe aux établissements.
Il est composé de deux unités : Comptabilité générale et Révision comptable.

- L'unité Comptabilité générale compte un chef d'unité et deux collaborateurs.

Cette unité est chargée de la mise en œuvre des normes comptables en vigueur et des référentiels portant sur les processus comptables et financiers. Elle procède à l'enregistrement des dépenses d'interventions nationales et européennes en comptabilité générale et assure les ajustements des comptabilités auxiliaires avec la comptabilité générale. Elle met en œuvre les contrôles de premier niveau sur les opérations de comptabilité générale.

- L'unité Révision comptable est composée d'une cheffe d'unité et d'une collaboratrice.

Cette unité est chargée des travaux de révision comptable pour les trois établissements et le GIP qui composent le groupement comptable (FranceAgriMer, ODEADOM, INAO, Agence BIO). Elle rédige la revue des habilitations et les restitutions qui suivent les divers travaux de l'unité. Elle contrôle les écritures comptables, en particulier en fin de gestion et participe à l'élaboration des comptes financiers.

Objectifs du poste

Soutien aux deux unités du service selon les priorités définies par le chef de service et les chefs d'unité.

Missions et activités principales :

- comptabilisation des dépenses d'intervention européennes et nationales ;
- contrôle, enregistrement, application et suivi des cessions de créance et oppositions ;
- contrôle et application des compensations ;
- contrôle des crédits disponibles en compte de tiers ;
- prise en charge des titres de recette de subventions et suivi des encaissements rattachés ;
- contrôle et suivi des émargements ;
- déclaration de TVA et autres ;
- contrôle de qualité comptable ;
- contrôle des écritures comptables, en particulier, en fin de gestion en vue de la préparation du compte financier de l'établissement ;
- paramétrage des nomenclatures ;
- une redéfinition des activités de révision comptable par portefeuille sera expérimentée (un agent pour un établissement).

Relations fonctionnelles du poste

Relation avec les services gestionnaires des établissements et les services de l'agence comptable.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonnes connaissances en comptabilité générale
- Bonnes notions en finances publiques et comptabilité publique

Savoir-faire / Maîtrise

- Connaissance des logiciels SIREPA WINM9 et ELAP ou volonté de se former à ces outils.
- Des migrations de logiciels de FranceAgriMer et de l'ODEADOM vers PEP et de l'Agence BIO vers ELAP sont en cours.
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook)

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels formation bac+2 souhaité et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Gérard CAPDEPONT, chef du service Comptabilité
Tél : 01.73.30.22.03 / gerard.capdepont@franceagrimer.fr

Martine PINHEIRO, cheffe de l'unité Révision comptable
Tel : 01.41.63.19.56 / martine.pinheiro@franceagrimer.fr

Abdel BOUDISSA, chef de l'unité Comptabilité générale
Tél : 01.73.30.27.28 / abdel.boudissa@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire visa

Agence comptable / Service Visa des interventions
Unité : Visa des aides à l'agriculture biologique, aux programmes opérationnels et autres interventions nationales et européennes

N° appel à candidature : 20412	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 2 si corps des TMSA** **Groupe 2 si corps des SA**
Filière d'emploi : 19 - Gestion financière, budgétaire et comptable	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/09	**Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public « Agence française pour la développement et la promotion de l'agriculture biologique » (Agence Bio).

Une soixantaine d'agents de l'établissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500M€/an).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de l'Agence comptable, le service Visa des interventions regroupe les activités relatives aux aides nationales et aux aides européennes. L'équipe d'une trentaine de personnes est répartie en 4 unités.

L'unité visa des aides à l'agriculture biologique, aux programmes opérationnels et autres interventions nationales et européennes est notamment en charge des mesures relatives aux fonds opérationnels dans le secteur des fruits et légumes, à l'apiculture, à l'appui aux exportateurs et à la coopération internationale et aux aides de crise. Elle est également chargée des dépenses d'intervention de l'Agence Bio. Dans ce cadre, elle assure le visa préalable à la prise en charge des dépenses et des recettes.

Objectifs du poste

Les objectifs du poste visent à assurer, en liaison étroite avec le chef d'unité, la mise en œuvre des dispositifs de visa (dépenses, cautions, recettes avec ou sans irrégularité) en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'Agence comptable et de l'établissement dans ce secteur.

Ces objectifs sont les suivants :

- viser les dossiers des fonds opérationnels dans le secteur des fruits et légumes ;
- viser les dossiers du secteur de l'apiculture ;
- viser les dossiers des aides de crise et autres aides nationales ;
- viser les dossiers relatifs à l'appui aux exportateurs et à la coopération internationale (frais de mission) ;
- viser les aides de l'Agence Bio.

Missions et activités principales :

Aux côtés du chef d'unité :

- s'assurer de la réalisation du visa ;
- participer au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires ;
  préparer les projets de réponse aux audits internes et externes.

Relations fonctionnelles du poste

En relation avec les services de FranceAgriMer en charge de l'ordonnancement des dossiers, et avec les services informatiques.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
• Connaissance de l'environnement professionnel • Connaissance de la réglementation communautaire et nationale afférente • Connaissance des règles de la comptabilité publique	• Connaissance des outils bureautiques • Connaissance des logiciels de gestion-métier.

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels formation bac+2 souhaité et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Rigueur et disponibilité dans les périodes de charge

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Gaël LAPEYRONNIE, chef unité Visa des aides à l'agriculture biologique, aux programmes opérationnels et autres interventions nationales et européennes

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

gael.lapeyronnie@franceagrimer.fr - Tel : 01-73-30-21-15

Jérôme MELANIE, chef du service Visa des interventions
jerome.melanie@franceagrimer.fr – Tel : 01-73-30-20-38

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur du système d'information Budgétaire/Contrôle interne budgétaire

Secretariat général/Service des affaires financières/Budget

N° appel à candidature : 20413	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat** **4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste vacant prise de fonction dès que possible	**Localisation :** Indiquer : nom de la ville le code département entre parenthèse 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

L'administrateur du système d'information budgétaire assume l'administration fonctionnelle des progiciels budgétaires (notamment la solution PEP Premium de GFI, IMMOS net, REGIE net, GFD) et assure l'animation du contrôle interne budgétaire. Il est le référent « métier » pour les projets concernant le SI budgétaire.

Missions et activités principales :

A ce titre, il assume :

- L'administration des habilitations de l'ensemble des utilisateurs, en veillant à l'intégrité, la confidentialité et la sécurité des données
- La définition et la mise en œuvre des paramétrages fonctionnels des progiciels du SI budgétaire en collaboration avec l'agence comptable permettant une organisation optimale de la chaîne d'exécution du budget dans le respect des principes de contrôle interne budgetaire
- L'élaboration des procédures d'utilisation des progiciels du SI budgétaire
- La formation et l'assistance aux utilisateurs budgétaires
- La participation et la supervision des travaux interfaces depuis ou vers le SI budgétaire afin d'en mesurer les impacts
- L'expression des besoins de maintenance corrective et évolutive auprès de l'éditeur et la qualification des évolutions livrées avant leur mise en production par le département informatique
- Les mises à jour de référentiels et les reprises de données budgétaires nécessaires à l'ouverture de chaque exercice

La participation à la conception et la production des états budgétaire sous BUSINESS OBJECT nécessaires au pilotage de l'exécution budgétaire (taux de réalisation des prévisions,…) et au suivi de la qualité de gestion (délais de paiement, taux de rejet…)

L'actualisation annuelle de la cartographie des risques et du plan d'action, ainsi que de l'ensemble des autres éléments du dispositif de contrôle interne budgétaire (organigramme fonctionnel, échelle de maturité des risques…)

Relations fonctionnelles du poste :

Le titulaire du poste exerce en étroite relation avec les services gestionnaires du siège, l'agence comptable et le service « informatique ». Il est par ailleurs en relation avec les services du ministère en charge de l'agriculture compétents en matières de contrôle interne budgétaire

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise du fonctionnement d'un progiciel de gestion financière et comptable publique
- Maitrise des logiciels bureautiques (notamment Excel)
- Capacité à élaborer des requêtes complexes dans BUSINESS OBJECT

Savoir-faire / Maîtrise

- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Goût des contacts
- Sens du travail en équipe
- Capacité rédactionnelle
- Réactivité- anticipation
- Maîtrise de la modélisation de processus

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence pour les candidats contractuels
Expérience sur des fonctions similaire idéalement acquise dans le secteur public

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui	Non ☑
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☑
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☑

Personnes à contacter

Alexandre CENSONI chef du service des affaires financières
alexandre.censoni@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 28

Martine Proust adjointe au chef du service des affaires financières
martine.proust@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 24 69

Brice LESAGE chef du bureau du budget
brice.lesage@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 20 36

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
NOUVELLE-AQUITAINE
Contrôleur territorial pluri filière

N° appel à candidature : 20414	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/11/2022	**Localisation :** Bordeaux, Bergerac ou Poitiers 33 rue Edmond Michelet – 33000 BORDEAUX Pôle viticole - ZA Vallade Sud- 24100 BERGERAC 15, rue Arthur Ranc - CS 40537 - 86020 POITIERS CEDEX

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine présente la particularité d'avoir ses ressources mises à disposition par voie de convention entre le directeur général de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, et le Préfet de région pour l'exercice, en région, des politiques de l'établissement (appui aux filières agricoles, interventions financières, suivi de l'organisation économique, contrôles des aides européennes).

Le service composé de 69 agents repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Contrôles » assure le contrôle des aides communautaires, nationales et de dispositifs spécifiques dans le respect des guides de procédure ainsi que des contrôles normatifs de produits. La Nouvelle-Aquitaine se caractérise par la prise en charge de contrôles très majoritairement orientés vers les entreprises et exploitations de la filière vitivinicole.

L'unité « Contrôles » repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef d'unité basé à Bordeaux et deux adjoints basé à Bergerac et Poitiers.

Objectifs du poste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Sous l'autorité hiérarchique des responsables de l'unité "Contrôles" et au sein d'une équipe, l'agent est chargé(e) de contrôler les mesures communautaires et nationales, de réaliser des contrôles normatifs mais aussi ponctuellement de réaliser des enquêtes et prélèvements. Une part significative de l'activité en Nouvelle-Aquitaine vise les opérateurs économiques de la filière vitivinicole.

Missions et activités principales :

- Réaliser les contrôles physiques et documentaires en exploitation et en entreprises dans le respect des guides de procédures ;
- Rédiger des rapports de contrôle adaptés aux différentes missions de l'établissement ;
- Réaliser des enquêtes statistiques, des prélèvements en exploitation ou en entreprises et rédiger les fiches d'enquête et des rapports de prélèvement ;
- Réaliser des agréments de produits ou de personnes en vertu des prérogatives de l'établissement ;
- Renseigner des tableaux de bord ou l'applicatif « suivi des contrôles » ;
- Informer ponctuellement les demandeurs.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires du dispositif notamment professionnels et entreprises des filières agricoles ;

Equipe du siège de FranceAgriMer ;

Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles ;
- Connaissance en économie des entreprises agricoles, en comptabilité générale et agricole ;
- Connaissance du contexte d'organisme payeur.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des techniques spécifiques de contrôle ;
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale ;
- Maîtrise des outils bureautiques courants ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;
- Capacités relationnelle et pédagogique dans une situation de contrôle ;
- Autonomie et adaptabilité ;
- Sens de l'organisation, rigueur.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires.
Minimum baccalauréat pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste à privilèges[3] :	Oui Non x

Personnes à contacter

Valérie LAPLACE, Cheffe du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
valerie.laplace@franceagrimer.fr – Tel : 05 35 31 40 20
Claudine BUREAU, Cheffe d'unité « Contrôles »
Claudine.bureau@franceagrimer.fr – Tel : 06 17 73 70 03
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21/07/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

SYNDICAT MIXTE
LITTORAL NORMAND

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Syndicat mixte du littoral normand et le Conservatoire du littoral recrutent un(e) :

Directeur(trice) du Syndicat mixte du littoral normand - Délégué(e) de rivages (F/H) pour la Normandie

Poste de catégorie A+ ouvert, dans le cadre d'emploi du syndicat mixte du littoral normand

- Aux fonctionnaires territoriaux par voie de mutation,
- Aux fonctionnaires d'Etat par voie de détachement ;
- Aux agents contractuels de droit public

Le Syndicat mixte du littoral normand (SMLN), formé de la Région Normandie et du Conservatoire du littoral, constitue depuis 2004 le support institutionnel du Conservatoire du littoral en Normandie. Le syndicat mixte a pour objet, sur l'ensemble du littoral normand, d'organiser la sauvegarde et la mise en valeur des espaces naturels les plus remarquables et les plus sensibles. Cette action repose essentiellement sur une politique foncière de sauvegarde de l'espace naturel, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique dont est chargé le Conservatoire du littoral. Il fait fonction de délégation Normandie pour le Conservatoire du littoral et constitue le cadre d'emploi de l'ensemble des agents.

D'un point de vue opérationnel, le SMLN a deux objets principaux :

- mettre en œuvre l'action du Conservatoire en Normandie, notamment sur la préservation des zones humides du littoral (avec l'appui financier de l'agence de l'eau Seine Normandie) ;

- conduire des programmes régionaux en lien avec la préservation du littoral (notamment l'animation du réseau Natura 2000 sur le littoral normand pour le compte de l'Etat (DREAL et OFB), programmes européens en lien avec l'adaptation au changement climatique sur le littoral.

Le SMLN est opérateur de programmes liés à la connaissance ou la préservation du littoral normand. Ces programmes sont développés dans un cadre partenarial avec le soutien de crédits d'origine diverse.

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 205 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

Description du poste

Le directeur du Syndicat mixte du littoral normand est placé sous l'autorité de son président.
Il assure, par délégation du président, la préparation et l'exécution du budget du Syndicat mixte ainsi que la gestion et l'encadrement de l'ensemble du personnel rattaché à la communauté de travail élargie de l'ensemble du Conservatoire du littoral. Il assure l'organisation et le fonctionnement de l'équipe composée de 25 agents.
Il assure, en liaison étroite avec le président, la préparation et le secrétariat des instances (comité syndical, commission des marchés) du Syndicat mixte ainsi que la gestion des ressources humaines.

Le délégué de rivages est placé sous l'autorité de la directrice du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la stratégie d'intervention à 2050 et du contrat d'objectifs et de performance, il fixe les objectifs de l'équipe qui découlent des priorités retenues par la direction. Il est responsable de l'avancement de ces objectifs.

Il est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction du Conservatoire du littoral et les services nationaux du Conservatoire sur l'ensemble de ses missions.

Description des missions

En matière d'intervention foncière, il met en œuvre la stratégie d'intervention du Conservatoire en lien avec les administrations et collectivités concernées.

Il pilote l'activité foncière et contentieuse et contribue directement aux négociations foncières et processus d'acquisition ou d'affectation.

En matière de restauration et d'aménagement, il pilote la programmation des travaux de réhabilitation, de remise en état, d'aménagement et d'accueil du public sur les sites, en application des plans de gestion concertés avec les gestionnaires et les usagers, et leur bonne mise en œuvre.

En matière d'ingénierie de gestion, en relation avec les gestionnaires et les usagers, il assure l'organisation, le contrôle et le suivi de la gestion et participe à son évaluation (bilans écologiques et patrimoniaux, suivi des indicateurs du contrat d'objectifs et de performance…). Il organise et anime les différentes instances de concertation locale.

En matière administrative : sur le volet budget - finances, il prépare les dialogues de gestion, assure la programmation budgétaire et supervise l'exécution financière. Il est le relais de la politique RH dans sa délégation en lien étroit avec la direction et le SG / service des ressources humaines.

Par ailleurs, il met en place, en lien avec la délégation communication, des actions locales de communication, assure les relations avec les médias, anime et développe les partenariats locaux, négocie les concours financiers complémentaires en matière d'acquisition, de travaux ou de fonctionnement.

Il participe en outre, aux démarches régionales et locales pour la connaissance et la gestion intégrée du littoral (documents de planification, observatoire du littoral, gestion intégrée de la zone côtière, …).

Il pilote la préparation des Conseils de Rivages ainsi que la préparation des dossiers de la délégation au Conseil d'administration et en assure la présentation.

Enfin, il représente l'établissement au niveau territorial sur le plan institutionnel auprès des collectivités territoriales, établissements publics et services déconcentrés de l'Etat.

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert aux agents fonctionnaires titulaires de la fonction publique territoriale ou d'Etat dans le cadre d'un détachement et aux agents contractuels de droit public.

Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Capacités managériales et qualités relationnelles
- Connaissances en matière de politiques publiques d'environnement, d'aménagement du territoire et de politique foncière
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel des territoires (services de l'Etat, collectivités…)
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau

- Expérience en matière de négociation et de conduite de projet
- Expérience de plusieurs années en responsabilité d'équipes
- Connaissance et expérience du fonctionnement des collectivités

Le poste nécessite des déplacements fréquents et une disponibilité importante, dans le respect des amplitudes règlementaires et du règlement intérieur relatif au temps de travail de l'établissement.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir au 1er avril 2023. Il est localisé à Hérouville-Saint-Clair (14).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature contenant CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le 19 septembre 2022 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste

Jean-Philippe LACOSTE, actuel directeur du SMLN et délégué du Conservatoire du littoral : 02 31 15 29 92

Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines : 05 46 84 72 67

Agnès VINCE, directrice : 01 44 63 56 62 (secrétariat)

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de services et de paiement
Direction du développement rural et de la pêche
Service des Aides au Développement Rural et à la Pêche (SADRP)
Siège Limoges – 2 rue du Maupas– 87040 Limoges cedex 1

CHARGE DE SUIVI DE PROJET (H/F)

Aides agricoles et de développement rural européennes régionalisées

N° du poste : L14115 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP : 3**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public pluri-ministériel riche de ses plus de 2000 collaborateurs en relation directe avec 13 ministères. Il est l'un des premiers opérateurs de l'État avec un budget conséquent de plus de 20 milliards d'€ qui lui permet, aujourd'hui, d'innover et d'être performant. Par ailleurs, il est le principal payeur des aides à l'emploi et le premier payeur européen d'aides agricoles. Au Siège de l'Agence, la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP) est chargée de la mise en œuvre des mesures du développement rural et assure la maîtrise d'ouvrage des outils de gestion des fonds européens FEADER et FEAMP.
Objectifs du poste	Au sein du secteur « des aides FEADER régionalisées » sous l'autorité de la cheffe de secteur, l'agent sera en charge des aides de la politique agricole commune (PAC) des régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire, dans le cadre des programmations 2014-2022 et 2023-2027.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**- Référent pour la déclinaison régionale des programmes FEADER 2014-2022 et 2023-2027 pour les régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire :** Correspondant des directions régionales de l'ASP sur la mise en œuvre opérationnelle et réglementaire des dispositifs FEADER hors surface Suivi des chantiers lancés par les instances de gouvernance du FEADER Suivi de l'actualité de la mise en œuvre des deux programmations : instrumentation, dynamique d'engagement et de paiement, problématiques spécifiques régionales ; rédaction d'une note trimestrielle Contribution aux conférences téléphoniques avec les directions régionales ASP et les Régions autorités de gestion ; Contribution aux travaux de certification conduits par la CCCOP Instruction des dossiers d'assistance technique forfaitaire Résolution des tickets incidents relatifs à l'outil de gestion Osiris **- Contrôle de la délégation de l'instruction confiée aux régions dans le cadre de la programmation FEADER 2023-2027 :** Contribuer au pilotage des travaux de rédaction, de mise à jour de la trame du document descriptif des systèmes de gestion et de contrôle portant les exigences de l'organisme payeur ; Contribuer à la construction du cadre de contrôle de la délégation, Référent pour un des système régional de gestion des aides

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Pilotage de l’instruction des dossiers d’assistance technique forfaitaire pour le secteur

- Référent thématique sur l’initiative communautaire partenariat européen pour l’innovation (PEI), la coopération :
Assurer la veille réglementaire et l’expertise de cas complexes
Rédiger des documents de synthèse, concevoir des outils de communication
Participer à des groupes d’experts
Contribuer la formation des autres agents</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec les directions régionales de l’ASP, les autres services de la direction, les autres directions de l’ASP, les services des ministères de l’Agriculture de l’Ecologie et les Régions, autorités régionales du FEADER.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l’environnement institutionnel européen et français
- Connaissances des politiques agricoles, rurales et environnementales
- Bonne maîtrise du réglementaire liés aux aides d’Etat
- Connaissances en droit public</td><td>- Capacité d’écoute, sens des relations humaines
- Capacité à établir des bilans, des indicateurs
- Sens de l’organisation, réactivité
- Capacité d’expertise
- Capacité à travailler en équipe, en réseau et en mode projet
- Capacité à transmettre des savoir-faire
- Capacité rédactionnelle, de synthèse, d’adaptation et d’initiative</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Madame Agnès MOREAU – Cheffe du secteur SAFR (aides Feader régionalisées) – agnes.moreau@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 83
- Madame Anne TURLAN – Cheffe du Service des Aides au Développement Rural et à la Pêche – anne.turlan@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 87

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Madame Catherine MANSOUR – Chargée de mission RH – DDRP – Mission administrative et financière catherine.mansour@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 32
- Madame Sandrine DUPUY– Conseillère recrutement mobilité et formation – DRH / SEEC mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 33</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles
Service audits, contrôle interne et lutte anti-fraude

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex
(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Data scientist (H/F)
audits

N° du poste : M10136 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Cotation RIFSEEP ASP : groupe 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Au sein de l'agence de services et de paiement (ASP), la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 370.000 agriculteurs et 9 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC. La DSDA pilote à la fois les développements des outils informatiques et l'utilisation de ceux-ci aux étapes de contrôle administratif, de contrôle sur place, de liquidation/ordonnancement. En tant qu'organisme payeur, l'ASP/DSDA est soumis à des audits de différents corps (C3OP, CCUE, CE/DG Agri…). Le suivi de ces audits est assuré par le service audits, contrôle interne et lutte anti-fraude (SACILAF). Les audits ont des conséquences financières qui dépendent de l'importance des anomalies relevées et qui peuvent être très élevées. Il est donc nécessaire de les réduire au maximum, à la fois par des actions d'identification des dossiers faisant l'objet des constats relevés par les auditeurs et par des actions de correction ou d'amélioration sur le SI.
Objectifs du poste	Au sein du SACILAF, le poste aura deux objectifs principaux : - participer à la production et à la fourniture de données permettant de répondre aux besoins des différents corps d'audit et de réduire les impacts financiers de certains constats. Ces travaux pourront être conduits au sein de la nouvelle architecture technique du datalake. - Accompagner, dans le cadre de la future programmation 2023-2027, l'audit du SI en assurant notamment les taches relatives aux exigences en matière de traçabilité sur les données imposées par le nouveau cadre réglementaire européen.
Description des missions à exercer ou des	Valoriser les données issues du système d'information pour : - Produire les données (y compris des statistiques) demandées par les différents corps d'audit (au niveau européen et au niveau national) externe et interne en

<table>
<tr><td>taches à exécuter</td><td colspan="2">les documentant;
- Fournir au ministère de l'agriculture (MAA) et à l'ASP les éléments nécessaires au pilotage du risque d'apurement financier ;
- Documenter les différentes valorisations de données et les procédures mises en œuvre à fins de traçabilité et de piste d'audit ;
- Identifier les nouveaux besoins en matière de production de données et préparer les expressions de besoin correspondantes pour le prestataire de l'ASP en charge du système d'information ;
- Participer aux réflexions sur l'évolution du système d'information notamment en lien avec le datalake.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Directrice et adjoints à la Directrice de la DSDA
Cheffe du service audits – contrôle interne et lutte anti-fraude
Autres chargés de mission valorisation de données, avec lesquels le travail s'effectuera en concertation
Autres agents et services de la direction des soutiens directs agricoles
Autres services et directions de l'ASP et agents du ministère de l'agriculture</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la politique agricole commune appréciée
- Maîtrise des bases de données relationnelles et du langage SQL de requête
- Connaissance appréciée des bases de données géographiques et des SIG ainsi que des requêtes géographiques (une connaissance de ArcGIS ou QGIS serait un plus)
- Connaissances sur les datalakes</td><td>- Très grande rigueur
- Réactivité, engagement
- Méthode et organisation, capacité à modéliser, à formaliser un raisonnement logique, à décrire un algorithme, goût pour les chiffres
- Capacité à communiquer et rédiger clairement y compris des documents techniques
- Discrétion – respect de la confidentialité des données
- Aptitude à travailler en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :
- Véronique LEMAIRE CURTINOT, directrice des soutiens directs agricoles - veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Antoine ERHEL, directeur adjoint des soutiens directs agricoles - antoine.erhel@asp-public.fr
-Dominique LECOMTE, cheffe de service audits - contrôle interne et lutte anti-fraude - dominique.lecomte@asp-public.fr
- Pascal BAPAUME, chargé de valorisation de données - pascal.bapaume@asp-public.fr
Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :
- Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - Conseillère recrutement mobilité formation
- Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles
Service audits, contrôle interne et lutte anti-fraude
Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil
(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Juriste - référent contrôle interne (H/F)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : M10135
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel : 1</td><td>Cotation RIFSEEP ASP : 3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l’environnement professionnel</td><td>L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture et du ministère en charge de l’emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.
Au sein de l’agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. Elle est entièrement située sur le site de Montreuil.
L’activité de la direction recouvre :
- la conception des modalités de déclaration et d’instruction des différentes aides ;
- la définition des évolutions à apporter aux systèmes d’information de gestion des aides (télépac pour la télédéclaration des demandes d’aides et ISIS pour l’instruction des demandes) et le pilotage de la réalisation de ces évolutions ;
- le pilotage de l’instruction des aides par les services déconcentrés de l’Etat (DDTM/DAAF) ;
- le pilotage des contrôles sur place ;
- l’ordonnancement et la liquidation des aides.
La direction comporte un service audits, contrôle interne et lutte anti-fraude, qui a pour missions :
- le suivi des audits, à savoir, le suivi des travaux effectués par les corps de contrôle externes (commission de certification des organismes payeurs (CCCOP), cour des comptes européenne, commission européenne…) et par le service d’audit interne de l’ASP ;
- le pilotage des actions de lutte anti-fraude menées par l’ASP, en collaboration avec le ministère de l’agriculture et les services déconcentrés de l’Etat.
Ce service est organisé en un secteur audits et un secteur contrôle interne et lutte anti-fraude. Le secteur audits est composé de deux référents fonctionnels « audits et contrôle», d’un référent fonctionnel « analyse et production de données. Le secteur contrôle interne et lutte anti-fraude est composé d’un référent lutte anti-fraude et d’un référent contrôle interne.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein du secteur contrôle interne et lutte anti-fraude, l'agent recruté assure deux missions :
- Le pilotage de la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne au sein de la DSDA, en lien avec le suivi des audits interne et externe et la lutte anti-fraude, et en lien étroit avec les autres agents de la direction,
- L'expertise juridique dans le cadre de la lutte anti-fraude menée par la DSDA</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Dans le cadre d'un processus d'amélioration continue des outils et des procédures, en concertation avec les services concernés de la DSDA et en lien avec les préconisations du contrôle interne au sein de l'ASP :
- réaliser et actualiser régulièrement le diagnostic et la cartographie des risques, en incluant le risque de fraude ;
- définir les évolutions à apporter aux outils ou aux procédures pour en améliorer la qualité et la fiabilité ;
- animer et suivre la mise en œuvre de ces actions et en réaliser régulièrement un bilan ;
- préparer pour chaque campagne la synthèse des résultats et réaliser la boucle de rétroaction nécessaire dans le cadre du processus d'amélioration continue ;
- développer et formaliser les supports de communication en lien avec les préconisations du contrôle interne diffusées par l'Inspection générale.
Dans le cadre de la lutte anti-fraude :
- participer au suivi et à l'analyse juridique des cas de fraude signalés par les services instructeurs ;
- conforter sur un plan règlementaire et juridique les consignes opérationnelles ;
- participer aux actions de sensibilisation des agents à la lutte anti-fraude.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td>Directrice et directeurs adjoints de la DSDA
Cheffe de service audits contrôle interne et lutte anti-fraude
Services de la DSDA, en particulier le service instruction
Autres directions de l'ASP, en particulier l'Inspection générale
Services centraux et déconcentrés du MAA</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td><table><tr><th>Savoirs :</th><th>Savoir-faire :</th></tr><tr><td>- Connaissances juridiques
- Connaissance des normes de contrôle interne
- Connaissance de l'environnement institutionnel de la PAC
- Connaissance de la réglementation européenne du FEAGA et Feader SIGC</td><td>- Réactivité, engagement, rigueur, discrétion
- Sens du contact et aptitude à travailler en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à rendre compte et à rédiger</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>
- Véronique LEMAIRE CURTINOT, directrice des soutiens directs agricoles - veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Antoine ERHEL, directeur adjoint des soutiens directs agricoles - antoine.erhel@asp-public.fr
-Dominique LECOMTE, cheffe de service audits - contrôle interne et lutte anti-fraude - dominique.lecomte@asp-public.fr
<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>
Sandrine DUPUY, DRH/SEEC Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Agence de Services et de Paiement
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Service Général et Informatique
site de Lyon
45 Quai Charles de Gaulle
69064 Lyon Cédex 06

Technicien(ne) des équipements informatiques

N° du poste : R69081 **Catégorie : B**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A :	**Groupe RIFSEEP ASP : 1**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	Riche de plus de 2000 collaborateurs répartis entre un siège à Limoges et un réseau de 17 directions régionales implantées en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-Mer, l'Agence de services et de paiement est un établissement public pluri-ministériel en relation directe avec 13 ministères. Premier organisme de paiement européen, l'ASP a versé de plus de 40 milliards d'euros d'aides publiques en 2020 dans des domaines variés : agriculture, développement rural, emploi, culture, environnement… Opérateur de référence de la sphère publique, l'Agence doit sans cesse innover pour être toujours plus performante dans le service apporté à l'ensemble de ses bénéficiaires. Les actions de l'Agence s'inscrivent également à l'intention des citoyens au travers du dispositif chèque énergie qui concerne 5 millions de bénéficiaires ou encore des aides à la formation professionnelle tout au long de la vie. Les actions de l'Agence s'inscrivent également à l'intention des citoyens au travers du dispositif chèque énergie qui concerne 5 millions de bénéficiaires ou encore des aides à la formation professionnelle tout au long de la vie. Enfin, les politiques d'accompagnement de l'agriculture française (aide à l'installation, aide à la Bio, …) ou de transition écologique (aide pour les voitures électriques, vélo électrique, …) font aussi partie de nos domaines d'intervention. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Au sein de la Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes le service général et informatique est chargé de gérer l'ensemble des fonctions support : ressources humaines, budget, logistique et informatique.
Objectif du poste	Dans le cadre d'une utilisation accrue des TIC, assurer l'installation et garantir le fonctionnement des équipements locaux (postes de travail), réseaux de télécommunications, logiciels de la Direction Régionale. Basée sur le site de Lyon, la personne recrutée travaillera en équipe avec ses homologues du pôle informatique.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Réaliser l'installation initiale et la mise à jour, ou à niveau, des équipements (matériels, composants logiciels d'infrastructure) Contrôler et auditer la configuration des postes, serveurs et réseaux locaux Assister et conseiller des utilisateurs en matière de sécurité (sauvegardes, mots de passe, lutte anti-virale) Accompagner les utilisateurs aux changements techniques Gérer des parcs de matériel, en identifiant les besoins locaux et en collaborant quotidiennement avec les interlocuteurs nationaux (DNSI) Assurer un niveau de sécurité correspondant à la PSSI Diagnostiquer et résoudre les incidents.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Participer aux autres activités du service (logistique, suivi des prestataires et travaux du site, réception de commandes notamment).</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières d'exercice</td><td colspan="2">Astreintes ou horaires décalées en fonction des nécessités de service</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein de la direction avec l'ensemble des équipes. Avec les correspondants du siège ou des autres administrations.
Au quotidien avec les autres informaticiens de la Direction et de l'Agence.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs-faire</td><td>Connaissances</td></tr>
<tr><td>Maîtrise des techniques d'installation et de maintenance des équipements locaux
Aptitude à diagnostiquer et traiter les dysfonctionnements
Savoir rendre compte notamment auprès de son chef de service
Capacité à communiquer et à écouter
Faire preuve de rigueur et de méthode
Connaître et appliquer les recommandations internes en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information.
Capacité à travailler en équipe
Respect des règles de déontologie, en particulier le devoir de discrétion professionnelle.</td><td>Architecture des équipements informatiques
Normes de sécurité informatique
Techniques et procédures d'installation et de maintenance des équipements informatiques
Capacités rédactionnelles et expression orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Régis BECT, Chef du service général et informatique
Téléphone : 06.89.25.21.81
Courriel : regis.bect@asp-public.fr

M. Sébastien FERRA, Directeur Régional AUVERGNE RHONE-ALPES
Téléphone : 04.72.82.21.01
Courriel : sebastien.ferra@asp-public.fr

M. Denis CHEMINAT, Directeur Régional adjoint AUVERGNE RHONE-ALPES
Téléphone : 04.73.28.79.10
Courriel : denis.cheminat@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts

Direction territoriale Seine-Nord

Directeur/Directrice de l'agence territoriale de Rouen

N° du poste : 8596
Catégorie A : Cadre supérieur

Cotation : A4

Situation du poste : A pourvoir le 01/07/2022.

Localisation du poste : Rouen

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'Office national des forêts (ONF) rassemble près de 9 000 professionnels. En Métropole et en Outre-mer, il gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales En Seine-Nord, l'ONF couvre l'Ile-de-France, les Hauts-de-France et la Normandie et compte plus de 800 collaborateurs. Echelon de pilotage au niveau territorial, la Direction territoriale Seine-Nord contribue à l'élaboration et à la déclinaison des différentes stratégies pour faire de l'Office un acteur clé de l'environnement, de la transition écologique et du développement économique dans les régions couvertes. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les 6 agences territoriales de l'ONF en Seine-Nord, une agence Travaux, une agence Etudes et les services spécialisés de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles. L'agence de Rouen est une agence de niveau régional, assurant la gestion de plus de 63 000 hectares, dont près de 56 000 hectares de forêts domaniales. Ces forêts présentent de très forts enjeux économiques (320 000m3 de bois martelés et vendus ; activités cynégétiques), environnementaux, de protection, d'accueil du public et sociaux. Les enjeux spécifiques liés à la forêt périurbaine de Rouen sont à signaler. En outre, l'activité concurrentielle est en développement. L'agence est constituée de six unités territoriales, un service forêt, un service bois, une mission environnement et développement durable, ainsi qu'un secrétariat général. Au total, elle comprend 86 collaborateurs.
OBJECTIFS DU POSTE	- Développer la production de biens et services dans les différents domaines d'activité afin d'atteindre les objectifs notamment en matière d'aménagements forestiers, de récolte et commercialisation des bois, d'activités conventionnelles ; - Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence, en particulier négocier les contrats d'action avec les unités territoriales et les services de production « agence ».

<table>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">- Assurer la déclinaison opérationnelle de la stratégie nationale et territoriale ;
- Piloter et mettre en œuvre la stratégie ;
- Assurer le management de l'ensemble des équipes de production et de soutien ;
- Assurer les relations institutionnelles avec les grandes collectivités locales (région Haute-Normandie et les différents conseils généraux et autres partenaires.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Ensemble de la direction territoriale pour les relations internes ONF et représentation de l'établissement auprès des interlocuteurs institutionnels.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>Expérience de manager confirmé indispensable ;

Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers ;

Bonnes connaissances du milieu institutionnel</td><td>Qualités relationnelles et disponibilité indispensables ;

Fortes capacités de dialogue et de négociation ;

Bonnes capacités d'analyse et de synthèse.</td></tr>
<tr><td>PERSONNE A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Eric GOULOUZELLE directeur territorial - Mail : eric.goulouzelle@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts
Direction territoriale GRAND EST

Directeur/directrice de l'agence territoriale Vosges-Ouest

N° du poste : **9491**
Catégorie A : **IPEF, IDAE, Att. Pal**
Cotation : **A4**
Situation du poste : **A pourvoir le 15/07/2022**
Localisation du poste : **EPINAL (88)**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La direction territoriale GRAND-EST contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'Office et ses relations institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrative Grand Est. Elle est organisée autour de services territoriaux, de 13 agences territoriales et 3 agences spécialisées qui regroupent 2300 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 58% de la forêt (394 000 ha de forêt domaniales et 719 000 ha de forêts communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de bois (dont 2 millions de bois façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et des collectivités territoriales de la région Grand Est. L'agence Vosges Ouest gère 18 000 ha de forêts domaniales et 76 000 ha de forêts communales à forts enjeux de production appartenant à 380 collectivités. L'agence dispose de 111 postes répartis au sein de 7 UT et de 5 services fonctionnels implantés sur 2 sites (Epinal et Neufchâteau). Représente l'ONF auprès des instances départementales (Conseil Départemental, Préfecture, DDT, OFB, COFOR 88, Fédération des Chasseurs ...).
OBJECTIFS DU POSTE	Pilotage de l'activité et des moyens de l'agence, composée de 111 personnes. Poste à forte composante managériale.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Atteindre les objectifs fixés au contrat de gestion passé entre la direction territoriale et l'agence : récoltes de bois, recettes du domaine, aménagements forestiers, développement de l'activité conventionnelle, Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des contrats d'action avec les unités opérationnelles placées sous son autorité et mise en place des délégations opportunes, Assurer le management de l'ensemble du CODIR, Assurer la déclinaison du projet stratégique (Mode apprenant et collaboratif), Accompagner les équipes dans le dialogue Forêt/Société (Fodex Darney la Vôge), Animer des projets territoriaux.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Contacts très fréquents et suivis avec les maires des Communes et nombreux partenaires,

COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	- Expérience de manager confirmé indispensable. - Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes forestiers - Bonnes connaissances du milieu institutionnel	- Qualités relationnelles et disponibilité indispensables. - Fortes capacités de dialogue et de négociation. - Bonnes capacités d'analyse et de synthèse
PERSONNE A CONTACTER	M. Christophe FOTRÉ, Directeur territorial, Tél. : 03.88.11.31.54 – Mail : christophe.fotre@onf.fr	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ODEADOM

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)

12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX (métro St Mandé l1, l9 station Robespierre, RER ligne A station Vincennes)

Contrôleur(euse)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel :</td><td>RIFSEEP :
Attaché d'administration : groupe 4
IAE : groupe 4.1</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer.
Les services de l'Office comprennent 41 agents installés à Montreuil dans l'immeuble Arborial qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.
L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les Directions de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) sont les représentants territoriaux de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle des territoires.</td></tr>
<tr><td>Objectif du poste</td><td colspan="2">Au sein du service des contrôles et du suivi des audits (composé de 6 personnes), contrôler les différentes aides accordées dans le cadre du Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité (POSEI) (soit un total de près de 350 millions d'euros par an).</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Contrôles sur place :
- organisation et préparation des missions de terrain depuis le siège (la grande majorité des contrôles a lieu en outremer)
- sur place : visites d'exploitations et/ ou d'entreprises et/ou de coopératives, analyse de documents et de données dans le respect des guides de procédure
- rédaction des comptes rendus de contrôle et des rapports de contrôle le cas échéant dans des délais déterminés au préalable
Contribution à l'évolution des guides de procédure en lien étroit avec la cheffe de pôle du service.

<u>Permis B obligatoire</u></td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">– L'ensemble des services de l'ODEADOM
– Les bénéficiaires des mesures d'aide (agriculteurs, entreprises et organisations professionnelles)
– Les services des 5 DAAF des départements d'outre-mer</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>– Connaissances générales dans le domaine agricole
– Connaissances en comptabilité
– Maîtrise des outils bureautiques de base (traitement de texte et tableur)</td><td>– Capacité rédactionnelle
– Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
– Autonomie, réactivité, capacité d'adaptation et d'organisation, notamment dans le cadre des</td></tr>
</table>

	– Notions juridiques (réglementation européenne, droit français) ***Des formations pourront le cas échéant être proposées***	missions – Goût du contact – Disponibilité (environ 5 missions de 2 semaines en moyenne par an)
Personnes à contacter	**Mme Anne HUGUES, cheffe du service des contrôles et de suivi des audits - Tél : 01.41.63.19.50. / 06.11.77.51.12. - Courriel : anne.hugues@odeadom.fr** **M. Stéphane JORET, Secrétaire général - Tél : 01.41.63.19.78** **Courriel : stephane.joret@odeadom.fr** **Date limite de candidature : 28 juillet 2022**	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Service audits, contrôle interne et lutte anti-fraude

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil Cedex
(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Référent fonctionnel (H/F) - Domaine «audit et contrôle»

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : M10134
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel : 2</td><td>Cotation RIFSEEP ASP : 2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture et du ministère en charge de l'emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.
Au sein de l'agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. Elle est entièrement située sur le site de Montreuil.
L'activité de la direction recouvre :
- la conception des modalités de déclaration et d'instruction des différentes aides ;
- la définition des évolutions à apporter aux systèmes d'information de gestion des aides (télépac pour la télédéclaration des demandes d'aides et ISIS pour l'instruction des demandes) et le pilotage de la réalisation de ces évolutions ;
- le pilotage de l'instruction des aides par les services déconcentrés de l'Etat (DDTM/DAAF) ;
- le pilotage des contrôles sur place ;
- l'ordonnancement et la liquidation des aides.
La direction comporte un service audits, contrôle interne et lutte anti-fraude, qui a pour missions :
- le suivi des audits, à savoir, le suivi des travaux effectués par les corps de contrôle externes (commission de certification des organismes payeurs (CCCOP), cour des comptes européenne, commission européenne…) et par le service d'audit interne de l'ASP ;
- le pilotage des actions de lutte anti-fraude menées par l'ASP, en collaboration avec le ministère de l'agriculture et les services déconcentrés de l'Etat.
Ce service est organisé en un secteur audits et un secteur contrôle interne et lutte anti-fraude. Le secteur audits est composé de deux référents fonctionnels « audits et contrôle», d'un référent fonctionnel « analyse et production de données. Le secteur contrôle interne et lutte anti-fraude est composé d'un référent lutte anti-fraude et d'un référent contrôle interne.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein du secteur audits, l'agent recruté est, en binôme avec l'autre référent fonctionnel « audits et contrôles », en charge de :</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td>- suivre les travaux des audits externes, audits internes. Il (elle) suit plus particulièrement les contrôles de la CCCOP (accompagnement des auditeurs dans leurs travaux, analyse des constats, formalisation des réponses aux fiches d'observations, reporting etc.) ;
- d'identifier et actualiser les principaux risques relevés dans le cadre des audits dans les processus de traitement des demandes d'aide ;
- de proposer en lien avec la cheffe de service, et en concertation avec les services concernés de la DSDA, les actions et évolutions nécessaires pour y remédier,
- de les formaliser le cas échéant sous forme de plan d'actions et à s'assurer de leur bonne mise en œuvre. L'agent est également en charge à ce titre du suivi et des réponses aux recommandations adressées à la DSDA par les différents corps d'audits.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td><u>Suivi des audits internes et externes</u>
- participer aux préparations des différents audits et aux réunions avec les auditeurs (valider les documents et données, demander les habilitations…) ;
- participer à la formalisation des réponses aux recommandations et des plans d'actions en concertation avec les services concernés et en lien avec la direction ;
- suivre la mise en œuvre des recommandations émises et plans d'actions validés.
<u>Plus particulièrement, suivi de la certification de la CCCOP et des contrôles externes relatifs aux aides SIGC des 1er et 2nd pilier de la PAC :</u>
- Préparer les missions d'audit, en appui du service de la certification européenne et des actions internationales (SCEI) de l'ASP, pour tout ce qui relève de la DSDA : coordonner la récupération, la revue et la validation des différents documents et données à transmettre aux corps de contrôle ;
- Participer à l'analyse des constats (en particulier, tests de créance) et à l'élaboration des éléments de réponse ;
- Coordonner les réponses de la DSDA, et les tracer en vue d'un reporting commun SCEI-DSDA.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td>En relation avec les partenaires internes et externes : directrice et son adjoint(e), cheffe de service et collègues du service, autres services de la direction, autres directions de l'ASP (en particulier SCEI), services centraux et déconcentrés du MAA, corps de contrôles externes.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td><table><tr><th>Savoirs :</th><th>Savoir-faire :</th></tr><tr><td>- Connaissance de la mise en œuvre des aides du SIGC
- Connaissance de l'environnement institutionnel de la PAC
- Connaissance du contrôle interne</td><td>- Capacité d'organisation et de tenue des calendriers
- Réactivité, engagement, rigueur, discrétion
- Sens du contact et aptitude à travailler en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à rendre compte et à rédiger</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>
- Véronique LEMAIRE CURTINOT, directrice des soutiens directs agricoles - veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Antoine ERHEL, directeur adjoint des soutiens directs agricoles - antoine.erhel@asp-public.fr
-Dominique LECOMTE, cheffe de service audits - contrôle interne et lutte anti-fraude - dominique.lecomte@asp-public.fr
<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>
Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>